

<https://www.elcorreo.eu.org/L-ARGENTINE-DECAPITEE>

L'ARGENTINE DECAPITEE

- Argentine - Social -

Date de mise en ligne : lundi 30 mars 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le terme « décapitation » s'est popularisé dans le contexte du conflit actuel au Moyen-Orient, bien qu'il trouve de nombreux précédents historiques.

La décapitation collective comme action politique.

Lors de l'attaque américano-israélienne contre l'Iran, l'opération de « décapitation » consistait à lancer une série d'opérations militaires surprises visant à éliminer l'ensemble des dirigeants clés d'un pays, afin de le plonger dans un chaos politique et militaire total et ainsi de le soumettre avec relativement peu d'effort. Une fois la structure organisationnelle fondamentale éliminée, l'effondrement de son autonomie n'est plus qu'une question de temps et de pression.

L'opération de « décapitation » menée dans le cadre de la guerre actuelle a eu un effet relatif, puisque si les pays agresseurs sont parvenus à éliminer des figures importantes du gouvernement iranien, celles-ci ont été rapidement remplacées et la structure organisationnelle de base du pays a continué de fonctionner, même dans des conditions de perturbation très graves des communications et des liaisons physiques entre les différents niveaux de commandement et d'administration du pays.

Les missiles économiques arrivent

Les répercussions mondiales de cette guerre commencent à se faire sentir. Elles ont d'abord été marquées par une forte hausse des prix du pétrole et du gaz, mais ont rapidement affecté le marché des engrais – essentiels à la production alimentaire mondiale –, le marché de l'assurance maritime – qui a connu une augmentation spectaculaire des coûts de fret – et le marché pharmaceutique, qui utilise des intrants pétrochimiques – dont la rareté menace d'entraîner des pénuries et des hausses de prix.

Progressivement – à mesure que la guerre se poursuit – la situation de déstabilisation dans l'ensemble du Moyen-Orient aura un impact sur les prix de la quasi-totalité des biens et services consommés dans le monde.

Alors que de nombreux pays prennent déjà diverses mesures administratives pour se préparer à ces changements et tenter de neutraliser autant que possible les effets négatifs sur leur population et leur économie, dans le cas de l'Argentine, absolument rien n'est fait pour protéger la population et prévenir de nouvelles souffrances, compte tenu du fait que les effets de la guerre s'ajoutent au déclin productif et social causé par le gouvernement Milei au cours de ces deux longues années.

L'inaction totale du gouvernement Milei s'explique à la fois par sa philosophie de ne rien faire qui implique une intervention dans l'économie à des fins sociales – il ne le ferait que si le capital concentré le lui ordonnait – et par sa mission politique spécifique qui est d'affaiblir, dans toute la mesure du possible, toutes les institutions économiques, institutionnelles, culturelles, idéologiques, éducatives et sociales en Argentine, afin de préparer une avancée néocoloniale du capital étranger, notamment étasunien, dans notre pays.

En ce sens, les répercussions extérieures néfastes de la guerre ne contredisent pas les objectifs du gouvernement,

car elles ne feront qu'affaiblir davantage notre pays et fragmenter notre société. Nous sommes pris au piège d'un tel projet.

Société sans tête

L'Argentine n'est peut-être pas le seul pays au monde où cette situation existe, mais elle constitue certainement l'exemple le plus frappant d'inaction politique et économique face à l'évolution du contexte international et aux dangers qu'il comporte. Les autorités se contentent de prédire les profits plus importants que certaines entreprises opérant dans des secteurs spécifiques vont réaliser, comme si cela pouvait avoir un impact positif sur le reste du pays.

Dans tous les pays organisés, sur tous les continents, quelle que soit l'orientation politique ou idéologique des gouvernements, des mesures sont prises pour se préparer à une situation imprévue : on cherche comment se procurer les biens que l'on ne produit pas, comment économiser les intrants essentiels pour éviter les pénuries, comment éviter les chocs inflationnistes sur les revenus de la majorité de la population, et enfin comment réorganiser sa production et son commerce extérieur pour garantir la continuité de la production et de la consommation pour la population.

L'Argentine, en revanche, ne fait rien, RIEN DE RIEN

Et il ne s'agit pas seulement de l'inaction du gouvernement. Aucun secteur de la société ne réclame fermement et clairement des mesures pour préserver les conditions de vie de la population.

Non seulement il est considéré comme normal qu'il existe un gouvernement totalement inerte, complètement immobile face à l'urgence, qui laisse tous ceux qui vivent en Argentine sans protection par sa passivité, mais il n'y a aucune demande, de la part des secteurs représentatifs ou influents de la société, pour que des mesures de simple bon sens soient prises, qui permettraient d'éviter des difficultés supplémentaires dans les temps à venir.

Les partis politiques, les chambres de commerce, les syndicats, les universités, les médias et les intellectuels observent tous le ciel se remplir de gros nuages noirs, sans que personne ne se souvienne de l'existence des parapluies ni de la nécessité de fermer les fenêtres.

Le rôle de l'État dans toute société moderne est d'assurer le fonctionnement « normal » – avec tous les guillemets – de la société.

En régime capitaliste, la fonction première de l'État est de soutenir le processus d'accumulation du capital et de générer un consensus social à l'égard du système.

Or, ce n'est pas le cas en Argentine, pays où la principale institution qui organise la vie productive de la société – l'État – est composée de personnes qui refusent d'assumer ces responsabilités, car elles sont préoccupées par des questions qui leur importent davantage. Ces questions incluent l'enrichissement personnel, la construction d'alliances illusoires avec les pouvoirs qu'elles admirent, l'octroi de faveurs à des personnalités influentes, locales ou étrangères, ou encore le démantèlement d'institutions sociales essentielles pour des raisons idéologiques erronées.

Le fait qu'un groupe idéologiquement bizarre occupe temporairement l'État peut s'expliquer de diverses manières sur le plan historique.

Mais qu'une société vaste et complexe accepte une complète perte de protection, l'inaction de ceux qui pourraient prendre des mesures de précaution et la possibilité de subir des épreuves totalement inutiles, c'est une toute autre affaire.

Comment s'est déroulée la « décapitation » argentine ?

Nous parlons d'une société dont les dirigeants, dont les élites, ont cessé de fonctionner comme telles, et qui ne remplissent plus les fonctions pour lesquelles elles occupent une place particulière dans la structure sociale.

Certaines de ces élites devraient être capables d'analyser et d'interpréter le contexte mondial, d'anticiper les conséquences pour nos intérêts et d'élaborer des scénarios pour notre pays. Le gouvernement devrait également disposer d'organes formés à ces tâches, tout en assumant la responsabilité première de coordonner et de mettre en œuvre les réponses collectives.

Cependant, au sein même de l'État, tout esprit critique est délibérément anéanti. Ce gouvernement démantèle la technocratie d'État, pourtant essentielle au bon fonctionnement de tout pays. Il détruit les structures et expulse des fonctionnaires compétents et indispensables.

Cela nous renseigne sur un phénomène que nous n'avions pas observé auparavant.

Le « cerveau » du corps argentin a cessé de fonctionner, et le corps survit dans des conditions précaires. Sa capacité à se protéger est limitée par ce que peuvent déterminer des facteurs extérieurs bienveillants. Or, le contexte mondial actuel est précisément inverse : l'environnement est extrêmement hostile, et le pays qui ne se protège pas devient victime des intérêts des autres.

- Pourquoi la société argentine tolère-t-elle un tel état de vulnérabilité ? - Pourquoi personne n'exige-t-il que des mesures d'autodéfense soient prises ?

La plupart des gens ordinaires vivent leur vie quotidienne, préoccupés par leurs problèmes personnels et ont peu accès aux informations et aux analyses qui leur permettraient de voir les problèmes qui les concernent profondément, mais qui sont « trop » importants.

Mais les différentes élites qui existent dans la société, c'est autre chose : dans d'autres régions, les élites jouent un rôle prépondérant dans l'élaboration d'une stratégie nationale, alignée sur leurs intérêts particuliers ou sur les intérêts plus généraux du pays.

Comment expliquer la défection des élites argentines ?

Elle s'inscrit sans aucun doute dans un long processus historique. C'est dans ce processus, où se sont conjugués des facteurs internes et externes – économiques, politiques et culturels –, qu'est entrée dans un trou noir toute pensée liée à une perspective d'avenir pour l'Argentine.

Les élites économiques, détenues par des intérêts étrangers et liées au capital mondial, ont subi une profonde colonisation idéologique et culturelle. Elles ont adopté l'idéologie néolibérale et appliqué la philosophie néocoloniale sous-jacente au Consensus de Washington : affaiblissement des structures nationales et intégration en tant qu'appendices de la division internationale du travail conçue par les pays du Nord. Dépourvues de pensée critique, elles se contentent de répéter les discours « mondiaux ».

Le syndicalisme a perdu de son influence politique et de sa profondeur idéologique, au point de devenir, dans certains secteurs, un simple appendice intellectuel des branches du monde des affaires. Il ne cherche plus à contester les idées dominantes, mais seulement à s'adapter au mieux au *statu quo*.

Les principaux partis nationaux et populistes, tels que l'Union civique radicale et le péronisme, ont vu leur identité se dissoudre, abandonnant leurs anciennes convictions nationalistes et étatistes pour embrasser diverses variantes « modérées » du néolibéralisme. Le kirchnérisme peut à juste titre objecter que son gouvernement, durant ses douze années de mandat, s'est distancié de ces idées après la frénésie néolibérale de Menem, mais les candidatures ultérieures de Scioli, Fernández et Massa, ainsi que l'ambiguïté actuelle face à un projet néocolonial manifeste, semblent ramener le péronisme sur la voie de l'erreur.

Les forces armées, qui comptaient jadis des personnalités conscientes du lien entre défense nationale et capacités de planification stratégique et de production d'armement, semblent avoir été minées par ce même manque de vision et réorientées vers la sauvegarde des projets coloniaux poursuivis par la superpuissance régionale. Elles sont devenues une entreprise sans objectifs transcendants, survivant uniquement grâce à la protection de leurs propres intérêts.

Le système universitaire, bien que capable de produire des avancées significatives dans des domaines de recherche spécifiques, génère un savoir fragmenté qui n'est pas intégré à un projet stratégique global. Cette fragmentation et ce cloisonnement du savoir sont liés à l'absence d'un projet politique au sein de la société dans son ensemble. Cela n'atténue cependant pas la responsabilité de la communauté universitaire quant à son absence des grands débats nationaux qu'elle devrait promouvoir.

Les médias les plus influents d'aujourd'hui ne sont que des instruments du monde des affaires. Dans leur lutte contre les projets politiques populaires, ils ont joué un rôle de plus en plus actif dans l'endoctrinement néolibéral. Ils ont joué, et continuent de jouer, un rôle important dans la construction d'un soutien populaire au projet néocolonial.

Par conséquent, dans le cas argentin, pour diverses raisons, le pays manque de forces articulées dotées d'une perspective stratégique.

Alors que dans les grands pays capitalistes, les factions patronales dominent les États et leur confèrent une certaine orientation stratégique, dans le modèle chinois ou vietnamien, c'est le Parti communiste qui structure l'organisation productive et sociale de ces pays.

Une force politique et sociale puissante, dotée d'une vision stratégique, joue un rôle central dans la survie de tout pays. En Argentine, ce rôle est vacant.

Voilà la racine de notre « *décapitation* » : personne ne pense stratégiquement lorsqu'il occupe des postes de pouvoir (hors gouvernement), et il n'existe aucun appareil d'État capable d'organiser la société autour d'une conscience de l'avenir collectif.

L'Argentine n'a pas besoin d'être « décapitée » par des forces impérialistes – à la manière de Trump – car elle l'est déjà : ceux qui sont capables de penser en termes nationaux sont bien loin du pouvoir d'agir. Les principaux leviers et ressorts du pouvoir – économiques, politiques et idéologiques – sont actuellement entre les mains de forces incapables de penser en termes nationaux, laissant notre pays sans défense et à la merci des intérêts étrangers.

Mais l'Argentine, malgré tout, demeure un pays important, pour de nombreuses raisons matérielles et humaines. La situation ne peut perdurer. Nous devons sortir de cet état de décapitation.

Par conséquent, le rétablissement de notre capacité à maîtriser notre propre destin doit devenir une priorité politique absolue.

Ricardo Aronskind* pour [La Tecl@ Eñe](#)

[La Tecl@ Eñe](#). Buenos Aires, le 23 mars 2026.

***Ricardo Aronskind.** Économiste et titulaire d'une maîtrise en relations internationales, professeur de recherche à l'Université nationale de General Sarmiento.